

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE

Direction du Patrimoine Immobilier
Département des Contrats Immobiliers



CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU BATIMENT D'ENSEIGNEMENT POUR LA FACULTE DE MEDECINE DE STRASBOURG

Date et heure limites de réception des candidatures :

Mercredi 23 avril 2025 à 15h00

Règlement du Concours Phase 1 : Candidature

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : PRESENTATION DU MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 2 : OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	3
2.1 – NATURE ET ETENDUE DE LA PRESTATION	3
2.2 – CONTENU DES MISSIONS	4
2.3 – CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
2.4- DUREE PREVISIONNELLE (CONSULTATION ET MARCHÉ)	5
2.5 – NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	6
ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
3.1 – PROCEDURE DE PASSATION	6
3.2 – LISTE DES DOCUMENTS CONSTITUANT LE DOSSIER D'APPEL A CANDIDATURES (DAC)	7
3.3 – DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	7
3.4 – VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	8
ARTICLE 4 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	8
4.1 DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES	8
4.2 ENVOI DEMATERIALISE	8
4.3 TRANSMISSION D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE	10
ARTICLE 5 : PIECES A FOURNIR DANS LA CANDIDATURE :	11
ARTICLE 6 : EXAMEN ET SELECTION DES CANDIDATURES	13
6.1 – RECEVABILITE	13
6.2 – SELECTION DES 4 MEILLEURES CANDIDATURES	14
ARTICLE 7 : INFORMATIONS DES CANDIDATS – VOIES ET DELAIS DE RECOURS	15
ARTICLE 8 : AUTRES INFORMATIONS (CRITERES D'EVALUATION DES PROJETS ET PRIME DE CONCOURS)	16

Article premier : Présentation du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage et pouvoir adjudicateur est :

Université de Strasbourg
4, Rue Blaise Pascal
67070 STRASBOURG cedex

L'université de Strasbourg est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Le représentant du pouvoir Adjudicateur est M. le Président de l'Université de Strasbourg.

Le porteur du projet et interlocuteur pour les candidats est le suivant :

Direction du Patrimoine Immobilier
Département des Contrats Immobiliers
18 rue Goethe
67081 STRASBOURG CEDEX
Contacts :
03 68 85 06 83
dc@unistra.fr

Profil acheteur : <https://www.marche-publics.gouv.fr>

Référence de l'avis de concours publié au BOAMP et au JOUE : 4184585

Article 2 : Objet et caractéristiques du marché

2.1 – Nature et étendue de la prestation

Le projet a pour objet la construction d'un nouveau bâtiment d'enseignement pour la faculté de Médecine de l'Université de Strasbourg (opération de construction neuve de bâtiment).

L'objectif est de moderniser le patrimoine bâti dédié à la faculté de Médecine afin de maintenir la qualité de la formation médicale strasbourgeoise et l'attractivité du territoire alsacien pour les PU-PH de haut niveau, ainsi qu'adapter les locaux de formation initiale des étudiants à la médecine du XXIème siècle.

Le projet se situe à l'extrémité ouest du campus Hôpital civil, à proximité du Centre de Recherche en Biomédecine de Strasbourg. Il s'agit actuellement du bâtiment 3 du Campus de Médecine, un ERP classé Immeuble de Grande Hauteur (IGH), qui a la charge d'accueillir l'essentiel de la formation des 10 000 étudiants en médecine, ce qui induit des contraintes importantes d'exploitation. Le bâtiment est sous avis défavorable d'exploitation depuis 2009. Construit en 1967, le bâtiment est vétuste et sa réhabilitation pour le maintien de l'accueil du public est rendue impossible en raisons de nombreuses contraintes réglementaires (sismiques, structurelles, incendie, thermique).

L'Université de Strasbourg envisage donc un scénario de reconstruction pour implanter un nouveau bâtiment pouvant répondre à l'ensemble des besoins et à des objectifs environnementaux élevés.

L'opération est inscrite au Contrat Plan Etat Région (CPER) 2021-2027 **et l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux est de 20 000 000 millions d'euros hors taxes valeur Février 2025.**

2.2 – Contenu des missions

Contenu de la mission :

- **Mission de base** en construction neuve de bâtiment, telle que définie aux articles L. 2431-1, R. 2431-4 et R. 2431-8 à R. 2431-18 du code de la commande publique (ci-après le « CCP »), comprenant la mission de **coordination des systèmes de sécurité incendie** (SSI ; conforme à la norme NFS 61-931 de juillet 2000) .

➔ **ESQ, APS, APD, PRO/DCE, ACT, SSI, EXE, DET et AOR.**

➔ **comprenant SSI.**

- **Missions complémentaires :**

➔ **traitement de la signalétique ;**

➔ **coûts d'exploitation et maintenance** (R 2431-35 du CCP).

Le marché ne comprend pas la mission OPC, qui fera l'objet d'un marché séparé pour être confié à un opérateur distinct.

2.3 – Conditions de participation des concurrents

2.3.1 – Compétences requises

La présente consultation s'adresse aux opérateurs disposant a minima des compétences suivantes :

- en matière d'architecture, y compris dans ses composantes techniques ; en application de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, la participation est réservée aux candidats qui présentent, soit à titre individuel, soit à travers un cotraitant du groupement, un architecte ou une société d'architecture répondant aux conditions définies par l'article 2 ou à l'article 10-1 de la loi du 3 janvier 1977 précitée.
- en matière de performance énergétique du bâtiment ;
- en matière de génie climatique (chauffage, plomberie, ventilation) ;
- en matière d'électricité (courants forts et faibles et coordination SSI) ;
- en matière de structure ;

- en matière de VRD ;
- en matière d'acoustique ;
- en économie de la construction ;
- en matière de signalétique.

Le candidat peut présenter des compétences supplémentaires qu'il juge nécessaires pour l'exécution des missions attendues, et qui seront prises en compte au stade de la sélection des candidatures (article 6.2 ci-après).

2.3.2 – Mode de candidature (groupement – sous-traitance)

Pour justifier de sa capacité et remplir les conditions de participation, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent. Toutefois en application de l'article 37 du code de déontologie des architectes, l'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission d'établissement du projet architectural faisant l'objet de la demande de permis de construire définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi sur l'architecture n° 77-2 du 3 janvier 1977.

Les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la consultation. Aucune forme de groupement n'est imposée par le maître d'ouvrage.

En cas de groupement l'un des opérateurs économiques membres doit être désigné comme mandataire pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonner les prestations des membres du groupement. Il est exigé que l'architecte soit mandataire du groupement. L'architecte sera obligatoirement inscrit à un tableau régional d'architectes ou équivalent en cas d'architecte étranger (v. article 2 et 9 et suivants de la loi n° 77-2 précitée).

Un même opérateur ne peut être mandataire de plus d'un groupement (R. 2142-23 du CCP).

En cas de groupement, l'architecte sera mandataire du groupement.

Concernant les bureaux d'études structure, performance énergétique et fluides, ils ne peuvent être membres de plusieurs groupements que **dans la limite de cinq (5)** : à défaut de respecter cette limitation leur candidature sera jugée irrecevable pour tous les groupements dont ils seront membres.

2.4- Durée prévisionnelle (consultation et marché)

- Date prévisionnelle de sélection des candidatures : mai 2025 ;
- Date prévisionnelle de visite sur site avec les candidats admis à concourir : juin 2025 ;
- Date prévisionnelle de remise des projets : octobre 2025 ;
- Date prévisionnelle d'examen des projets et du choix du ou des lauréats : fin 2025 ;

- **Date prévisionnelle de démarrage de la mission de maîtrise d'œuvre : début 2026 ;**
- Date prévisionnelle de démarrage des travaux : 2027 ;
- Date prévisionnelle de fin des travaux et de livraison : 2029 ;
- Date prévisionnelle de fin de mission de maîtrise d'œuvre (sauf prolongation de GPA) : 2030.

Ces délais sont prévisionnels et soumis au calendrier de l'opération qui sera précisé dans le programme « phase de remise des offres », et sont donc susceptibles d'adaptation sans recours ou réclamation possibles des candidats ou soumissionnaires à cet égard.

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre, incluant les éléments de mission réalisés pendant l'année de parfait achèvement et d'éventuelles missions complémentaires postérieures, est donc estimée à **5 ans**. Les délais d'exécution propres à chaque mission de maîtrise d'œuvre seront précisés dans le marché.

2.5 - Nomenclature communautaire

La classification principale et complémentaire conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Services d'architecture, d'ingénierie et de planification (71240000)

La classification de la nomenclature de l'Université de Strasbourg est la suivante :

BF.12 : Maîtrise d'œuvre et ingénierie

Article 3 : Conditions de la consultation

3.1 – Procédure de passation

Le marché de maîtrise d'œuvre est passé en procédure de concours restreint en application des dispositions du code de la commande publique (CCP) en particulier ses articles L. 2125-1-2°, L. 2172-1, R. 2122-6, R. 2162-15 à R. 2162-26, et R. 2172-2 à R. 2172-6.

La procédure de passation se déroule en trois phases :

- Une première phase de sélection des candidatures (objet du présent règlement) afin de permettre au maître d'ouvrage, après avis du Jury, de sélectionner 4 (quatre) candidats maximum admis à concourir ;
- Une deuxième phase de remise anonyme (par les candidats admis à concourir) d'un dossier de projet (de niveau de conception « esquisse + ») pour aboutir au choix du ou des lauréats du concours (R. 2162-18 et -19 du CCP) ;

- Une troisième et dernière phase : le marché sera conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables avec le lauréat ou l'un des lauréats du concours, le cas échéant après négociation (R. 2122- 6 et R. 2172-2 al. 1 du CCP).

3.2 – Liste des documents constituant le dossier d'appel à candidatures (DAC)

Le dossier d'appel à candidatures (DAC) contient les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (phase candidature) ;
- et ses trois annexes :
 - 1. Le descriptif technique – phase candidature ;
 - 2. le cadre de composition du groupement (à remplir par les candidats) ;
 - 3. le cadre de présentation des références (à remplir par les candidats).

Les pièces ci-dessus sont acceptées sans réserve par les candidats. Seul l'exemplaire conservé par l'administration fait foi.

IMPORTANT : Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les documents de la consultation y sont dorénavant librement accessibles, sans identification obligatoire des opérateurs économiques. Néanmoins, il est fortement conseillé aux candidats de procéder à leur identification pour être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DAC.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique (CD-ROM, clé USB) n'est autorisée.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, au plus tard dans un délai de six (6) jours avant la date de remise des candidatures indiquée en page de garde du présent document. Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.3 – Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires à la remise de leur candidature, les candidats devront faire parvenir au plus tard 11 jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures, une demande via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) sur la page de la consultation :

<https://www.marche-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, via la plateforme PLACE, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des candidatures.

3.4 – Visites sur sites et/ou consultations sur place

Aucune visite n'est prévue au stade des candidatures. L'accès au site est libre.

Le maître d'ouvrage prévoit d'organiser une visite au stade de la remise des projets (phase 2).

Article 4 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

4.1 Date limite de transmission des candidatures

Les candidatures doivent être transmises **au plus tard le 23 Avril 2025 à 15 h 00.**

4.2 Envoi dématérialisé

L'ensemble des procédures de passation des marchés publics sont obligatoirement dématérialisées (L. 2132-2, R. 2132-7 et s. du CCP), c'est-à-dire menées **par voie électronique** via la plateforme des achats de l'Etat PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les plis des candidats devront être transmis électroniquement dans les conditions prévues au présent règlement de consultation. Tout envoi par voie papier ne sera pas pris en compte (à l'exception de la copie de sauvegarde dans les conditions fixées ci-après).

L'ensemble des échanges entre les candidats et le maître d'ouvrage se fera exclusivement via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cela concerne notamment :

- Mise en ligne des documents de la consultation ;
- Echanges & questions/réponses ;
- Demande de complément aux candidats ;
- Information des candidats non retenus ;
- Invitation des candidats admis à concourir.

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté (à l'exception de la copie de sauvegarde des plis : article 4.3 ci-après).

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'Etat, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature

électronique sont à la charge de chaque candidat. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation autre, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques (voir rubrique « aide » de PLACE : manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ; assistance téléphonique ; module d'autoformation à destination des candidats ; foire aux questions ; outils informatiques).

Les candidats ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation (dans les conditions de l'article 3.3 ci-avant).

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au maître d'ouvrage.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Avertissement :

Seuls les certificats de signature conformes au Référentiel général de sécurité (RGS) seront autorisés (niveaux ** et *** RGS).

Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Horodatage :

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés. En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées. Les candidats en seront alors informés.

4.3 Transmission d'une copie de sauvegarde

Les candidats peuvent transmettre dans les délais impartis pour la remise des plis, en complément d'un pli dématérialisé, une copie de sauvegarde de leur candidature, sur support papier ou support physique électronique (CD-Rom, DVD Rom, ou clé USB).

Cette copie est transmise, avant la date limite de remise des candidatures, sous pli cacheté sur lequel apparaissent clairement :

- la dénomination et les coordonnées du candidat ;
- ainsi que la mention : « *Copie de sauvegarde pour la candidature : CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU BATIMENT D'ENSEIGNEMENT POUR LA FACULTE DE MEDECINE DE STRASBOURG* ».

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus aux II et III de l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles, et respecter les règles de la consultation (pièces de la candidature).

La copie de sauvegarde est :

- adressée par voie postale en courrier recommandé avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception (avant la date limite de remise des candidatures), à l'adresse suivante :

**Université de Strasbourg
Direction du Patrimoine Immobilier
Département Contrats Immobiliers
18, rue Goethe
CS 90032
67081 STRASBOURG cedex**

- OU déposée contre récépissé à la même adresse (Direction du Patrimoine Immobilier – Secrétariat – Rez de chaussée) du lundi au vendredi (sauf jours fériés) le matin de 9h à 12h et l'après-midi de 14h à 16h.

Les copies de sauvegarde transmises par télécopie ou par courriel ne sont pas acceptées.

Article 5 : Pièces à fournir dans la candidature :

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française. Si les candidatures sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, et cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis.

Les candidats pourront utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature, ou tout document équivalent. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr>.

Conformément à l'article R. 2143-4 du CCP le maître d'ouvrage accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place des documents mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-8 du CCP. Le DUME devra obligatoirement être rédigé en français.

En application de l'article R. 2143-13 du CCP les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés au présent règlement s'ils fournissent au maître d'ouvrage dans leur dossier de candidature les informations nécessaires pour accéder gratuitement soit à un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel, soit à un espace de stockage numérique, contenant les documents justificatifs et moyens de preuve relatifs à leurs capacités.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au maître d'ouvrage lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables. S'ils font usage de cette faculté, les candidats précisent dans leur dossier de candidature la consultation lancée par le maître d'ouvrage où ces documents seraient disponibles et encore valables.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur dans le présent document. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

LE DOSSIER DE CANDIDATURE DOIT OBLIGATOIREMENT COMPRENDRE LES PIÈCES SUIVANTES :

1. Les renseignements concernant la situation juridique du candidat tels que prévus à l'article R. 2143-3 du CCP :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;

- Copie du/des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Tout document (extrait K-bis ou autre) permettant de s'assurer que le représentant du candidat est habilité à l'engager, ou tout document attestant qu'il a reçu, à cet effet, délégation par une personne ayant pouvoir d'engager juridiquement l'opérateur candidat.

Remarque : le Code des marchés publics, l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sont tous abrogés depuis le 1^{er} avril 2019 et remplacés par le Code de la commande publique. **Par conséquent, l'attestation sur l'honneur des candidats devra impérativement être mise à jour et viser les articles du code de la commande publique en vigueur.**

2. Les renseignements concernant les capacités économiques et financières du candidat :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objets du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Remarque : Les opérateurs économiques nouvellement créés peuvent apporter la preuve de leurs capacités financières par tout moyen de preuve approprié, notamment par une déclaration appropriée de banques

3. Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Justification de l'inscription à un tableau régional d'architectes ou équivalent pour les architectes étrangers (article 2 et 9 et suivants de la loi n° 77-2 précitée) ;
- Présentation des ressources humaines pour exécuter le marché :
 - noms et qualifications professionnelles pertinentes (5 pages maximum hors CV) ;
 - organigramme ;
 - en cas de groupement, présentation du groupement (remplir obligatoirement le document cadre fourni).
- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

- Niveau d'expérience suffisant par des références adéquates provenant de marchés exécutés antérieurement : présentation de (remplir obligatoirement le document cadre fourni) :
 - 2 références architecturales relatives à des opérations comparables (dont une au moins correspondant à une opération de travaux supérieure ou égale à 10 000 000€ HT);
 - 1 référence pour le bureau d'étude sur les performances énergétiques (efficacité énergétique RE2020 ou bâtiment passif) ;
 - 1 référence pour le bureau d'étude fluides de réalisation d'un bâtiment hospitalier (se rapprochant du besoin du programme : unité de simulation en médecine) ou à minima d'enseignement supérieur.

Nota : de manière générale, il est attendu des références sur des opérations comparables (à savoir en ERP).

Remarques : les opérateurs nouvellement créés peuvent indiquer les expériences acquises antérieurement, sous réserve d'une présentation explicite et sans équivoque sur les entités contractantes et l'étendue de leur intervention sur les projets présentés.

Article 6 : Examen et sélection des candidatures

6.1 – Recevabilité

Il sera procédé d'abord à l'examen des candidatures conformément aux dispositions des articles R. 2144-1 et suivants du CCP.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale (R. 2142-25 du CCP) et il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

Complétude :

Le pouvoir adjudicateur vérifiera les informations qui figurent dans la candidature (y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie). S'il est constaté que des pièces ou informations réclamées au titre de la candidature, sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés (R. 2144-2 du CCP). Le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats de compléter ou d'expliquer leurs documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Par ailleurs les documents cadres (les 2 annexes : « la composition du groupement » et « la présentation des références ») doivent obligatoirement être utilisés et dûment complétés et transmis au format natif. En cas de non utilisation ou mauvaise utilisation de ces documents cadres, le maître d'ouvrage pourra demander aux candidats concernés de régulariser, à défaut il pourra rejeter la candidature pour non conformité.

Exclusions :

Les candidats ne peuvent entrer en aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L. 2141-1 à L2141-11 du CCP. Lorsque le candidat est en situation de redressement judiciaire, il est dans l'obligation de préciser à quel stade en est la procédure.

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées ci-avant, produit de faux renseignements ou documents à l'appui de sa candidature, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le maître d'ouvrage, sa candidature sera déclarée irrecevable et éliminée.

6.2 - Sélection des 4 meilleures candidatures

Les candidatures recevables seront examinées et sélectionnées sur le fondement des deux (2) critères suivants :

- Critère 1 – Capacités techniques, financières et professionnelles : appréciées au regard ; (i) des compétences proposées (article 2.3.1 du présent document) et en cas de groupement au regard de la cohérence et de la complémentarité des membres du groupement ; (ii) des capacités économiques et financières (article 5.1.2 du présent document) ; (iii) des qualifications des ressources humaines (article 5.1.3);
- Critère 2 – Expérience professionnelle : appréciée au regard des références présentées ou de tous justificatifs équivalents du niveau d'expérience attendue (article 5.1.3 du présent document).

A l'issue de l'analyse des candidatures et au vu de l'avis motivé du Jury (R. 2162-16 et – 18 du CCP), **le maître d'ouvrage arrête la liste des 4 (quatre) candidats maximum admis à concourir.**

Si le nombre de candidats recevables est inférieur à ce nombre le maître d'ouvrage pourra poursuivre la procédure avec les candidats sélectionnés.

Le Jury est composé selon les modalités prévues aux articles R. 2162-22 à R. 2162-26 du CCP. Le Jury peut valablement délibérer si au moins la moitié des membres à voix délibérative régulièrement convoqués est présente.

Le maître d'ouvrage demande aux candidats admis à concourir de produire, dans un délai de 10 (dix) jours, les justificatifs exigés pour l'accès à la commande publique :

- en application de l'article L. 2141-2 du CCP, les attestations de régularité fiscale et sociale du candidat et de chaque membre en cas de groupement (dans les conditions définies à l'annexe 4 du CCP) ;
- l'un des documents visés par l'article D. 8222-5 du code du travail (carte d'identification au répertoire des métiers, devis, récépissé du dépôt de déclaration au CFE) ;
- une attestation sur l'honneur relative à la régularité des obligations d'emplois au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail ;
- une attestation d'assurance de responsabilité décennale.

Si un candidat sélectionné ne produit pas ses justificatifs dans les délais ou s'il rentre dans un cas d'exclusion, le maître d'ouvrage sollicite le candidat arrivé derrière au classement pour lui demander de produire à son tour les justificatifs exigés pour l'accès à la commande publique.

Puis le maître d'ouvrage notifie à chaque candidat non retenu sa décision de rejeter sa candidature (R. 2162-16 du CCP).

Enfin l'acheteur transmet, simultanément aux candidats admis à concourir (4 maximum), l'invitation à concourir par voie électronique, avec le règlement phase 2 (mentionnant notamment la date et l'heure limite de transmission des prestations).

Article 7 : Informations des candidats – Voies et délais de recours

L'instance chargée des procédures de recours est :

Tribunal administratif de Strasbourg
31 avenue de la Paix,
BP 51038,
67070 Strasbourg cedex,
Tél : +33 388212323,
email : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Les délais et voies de recours sont :

- le référé précontractuel avant la signature du contrat, dans les conditions fixées aux articles L.551-1 et s. et R.551-1 et s. du Code de justice administrative;
- le référé contractuel après la signature du contrat, dans les conditions fixées aux articles L.551-13 et s. et R.551-7 du Code de justice administrative ;
- et le recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la signature du contrat (dans les conditions fixées par : Conseil d'Etat, 4/04/2014, n°358994).

Article 8 : autres informations (critères d'évaluation des projets et prime de concours)

Critères d'évaluation des projets (offres) :

Les projets des candidats admis à concourir seront classés par le Jury selon les critères d'évaluation fixés dans l'avis de concours, à savoir :

- **1. La qualité de la réponse au programme appréciée selon les 5 éléments suivants :**
 - La qualité de la réponse architecturale : appréciée au regard de l'insertion du bâtiment dans le site et de ses qualités d'usage ;
 - L'adéquation fonctionnelle et technique au programme y compris en termes de maîtrise des dimensionnements;
 - La qualité de l'approche environnementale : Ce critère évalue la capacité du projet à atteindre un bâtiment à empreinte carbone faible, à consommation énergétique nulle ou réduite, avec des coûts d'exploitation maîtrisés. Il repose sur une conception bioclimatique optimisant l'isolation et l'orientation. L'intégration des énergies renouvelables et d'équipements performants permettra de réduire la consommation énergétique, et d'assurer une gestion efficace des ressources (énergie, eau, maintenance) ;
 - La capacité du projet présenté à allier efficacité spatiale, durabilité, flexibilité et efficacité économique d'exploitation ;
 - Les modalités envisagées pour respecter les contraintes de phasage des études et travaux.
- **2. La compatibilité du projet avec l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux** : appréciée au regard de l'approche financière présentée par le participant, et la part des investissements destinés à réduire les coûts d'exploitation et de maintenance

Primes de concours :

Une prime sera allouée aux candidats admis à concourir et qui auront remis des prestations conformes au règlement du concours (phase 2). Conformément à l'article R. 2172-4 du CCP, le montant de la prime sera égal au prix estimé des études à effectuer en phase 2 (esquisse +) affecté d'un abattement de 20 %, soit la somme de 60 000 euros HT.

Le maître d'ouvrage précisera dans le règlement phase 2 (remise des offres) les modalités selon lesquelles cette prime pourra être réduite ou supprimée.